



**AEQUITAS**

## **ASSOCIATION A.L.E.F.P.A.**

***Le Centre Vauban  
199/201 rue Colbert  
59000 LILLE***

### **RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**Exercice clos le 31 décembre 2019**

#### **SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES**

Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes,  
rattachée à la Compagnie Régionale de DOUAI

#### **ASSOCIES GERANTS**

Jean-François DARROUSEZ  
Arnaud DHAUSSY  
Marc DUBOIS  
Benoît VANDERSCHULDEN

#### **ASSOCIES**

Hervé JOORIS  
Christophe LEWANDOWSKI

#### **AEQUITAS AUDIT**

9 rue Delesalle  
P.A. du Pré Catelan  
59110 LA MADELEINE LEZ LILLE

Tél. 03.20.74.64.40  
Fax 03.27.97.75.43  
Courriel : [audit@aequitas.fr](mailto:audit@aequitas.fr)

SARL au capital de 619 260 € – RCS LILLE METROPOLE B 046 350 088

***www.aequitas.fr***

*Pour le  
DÉVELOPPEMENT DURABLE  
de votre entreprise®*

**ASSOCIATION A.L.E.F.P.A.**

*Le Centre Vauban  
199/201 rue Colbert  
59000 LILLE*

-o0o-

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2019**



*Associés Gérants*  
Jean-François DARROUSEZ  
Arnaud DHAUSSY  
Marc DUBOIS  
Benoît VANDERSCHULDEN

*Associés*  
Hervé JOORIS  
Christophe LEWANDOWSKI

## SOCIÉTÉ DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes,  
rattachée à la CRCC de Douai

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

#### Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'assemblée générale de l'Association A.L.E.F.P.A.,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.L.E.F.P.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 21 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Page 1 sur 3

Pour le  
**DÉVELOPPEMENT DURABLE**  
de votre entreprise®

9, rue Delesalle  
PA du pré Catelan  
59110 LA MADELEINE LEZ LILLE  
Tél. : 03 20 74 64 40  
Courriel : [audit@aequitas.fr](mailto:audit@aequitas.fr)



Marqueur de réussite !

[www.aequitas.fr](http://www.aequitas.fr)  
[blog.aequitas.fr](http://blog.aequitas.fr)



MEMBRE DU CERCLE  
LOUVRE-LENS  
ENTREPRISE ENGAGÉE POUR L'AVENIR  
DU MUSÉE ET DU TERRITOIRE

## Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes suivants en page 2 de l'annexe :

- « Faits marquants » relatif à la remise en cause de l'exonération du versement transport sur certains établissements ;
- « Evènements post-clôture » concernant l'impact de la crise sanitaire liée au Covid-19 sur les comptes de l'association.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes de l'annexe « Immobilisations incorporelles », « Immobilisations corporelles » et « Immobilisations corporelles en cours » exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation et l'amortissement des immobilisations.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier Général arrêté le 21 avril 2020 et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous indique qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Madeleine, le 15 mai 2020.

Pour AEQUITAS AUDIT



Marc DUBOIS  
Commissaire aux Comptes



ACTIF	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	2019	2018	PASSIF	2019	2018
<b>Actif immobilisé</b>	231 574 100	118 013 001	113 561 099	111 790 621	Fonds associatifs	123 014 542	111 560 999
Immobilisations incorporelles	2 219 666	905 786	1 313 880	1 279 909	Fonds propres	69 813 747	62 141 386
Frais d'établissement	315 850	256 732	59 118	32 713	Fonds associatifs sans droit de reprise	10 868 544	10 781 717
Autres immobilisations incorporelles	1 903 816	649 054	1 254 762	1 206 795	Valeur du patrimoine intégré	352 213	352 213
Immobilisations incorporelles en cours				40 401	Apports sans droit de reprise	1 786 858	1 710 031
Immobilisations corporelles	217 354 837	116 341 383	101 020 454	99 711 357	Dons et legs	564 029	564 029
Terrains nus et aménagés	11 256 891	1 194 524	10 062 367	10 005 277	Subv d'inv pour biens renouvelables	8 155 444	8 155 444
Constructions	103 775 105	42 864 808	60 911 297	59 956 356	Ecart de réévaluation	1 975 977	1 975 977
* sur sol propre	22 755 828	14 840 951	7 914 877	8 194 928	Réserves	756 926	756 926
* sur sol d'autrui	17 503 989	15 023 188	2 480 821	2 327 542	Excédents affectés aux investissements	41 772 785	38 203 236
Matériel et outillage	69 382	35 502	33 880	30 918	Excédents affectés à la couverture du BFR	3 781 755	3 676 180
Collections œuvres d'art	15 813	899	1 399	1 399	Réserve de compensation	11 295 804	11 013 680
Installations agencements	25 423 597	20 671 417	4 752 180	5 426 689	Excédents affectés compensation ch. amort.	8 013 187	5 767 587
Matériel de transport	12 500 753	8 795 297	3 705 456	3 350 984	Autres Réserves	210 921	786 414
Matériel de bureau et informatique	5 759 694	4 486 671	1 273 023	1 008 254	Report à nouveau	14 888 068	13 182 492
Mobilier	10 089 332	8 328 117	1 761 215	1 903 658	Report déficitaire gestion encadrée	2 853 354	3 133 253
Immobilisations en cours	6 323 139	86 013	6 323 139	5 703 840	Report déficitaire gestion propre	8 889 300	5 466 414
Immobilisations réévaluées	1 887 314		1 801 301	1 801 301	Résultat de l'exercice	8 297 318	5 157 505
					Résultat encadré	591 982	307 909
					Résultat non encadré		
<b>Immobilisations financières</b>	11 992 697	765 831	11 226 766	10 799 366	Autres fonds associatifs	53 200 794	49 419 613
Titres de participation et créances rattachées	8 763 063	764 456	7 998 607	7 950 010	Fonds associatifs avec droit de reprise	533 608	509 108
Autres immobilisations financières	3 229 534	1 375	3 228 159	2 849 344	Apports	15 269 399	14 251 437
					Résultats sous contrôle des financeurs	2 733 422	2 733 422
<b>Actif circulant</b>	97 566 855	860 334	96 617 551	91 210 036	Subv d'inv affectées à des biens renouvelables	11 826 961	9 690 657
Stocks	264 163	1 164	262 999	268 509	Provisions réglementées	18 664 613	18 062 198
Créances	21 704 144	869 171	20 844 973	19 801 723	Couverture du BFR	2 672 417	2 672 417
Avances et acomptes versés sur commandes	230 415		230 415	325 225	Droit des propriétaires	1 500 374	1 500 374
Produits de séjour à recevoir	10 543 792	275 127	10 268 665	8 617 993	Provisions pour risques et charges	1 063 269	891 404
Clients et comptes rattachés	3 196 611	11 034	3 185 577	2 372 216	Fonds dédiés	3 136 027	3 136 259
Autres créances	7 733 326	573 010	7 160 316	8 486 289	Dettes	78 068 931	84 497 063
<b>Trésorerie</b>	75 618 549	108 970	75 609 579	71 139 804	Emprunts bancaires	50 918 921	54 143 153
Valeurs mobilières de placement	35 935 612	108 970	35 826 642	27 126 066	Autres emprunts	252 973	273 754
Disponibilités	39 682 937		39 682 937	44 013 738	Dépôts et cautionnements reçus	88 010	89 157
					Intérêts courus sur emprunts	84 331	85 293
					Banques	4 762 208	4 705 765
					Dettes fournisseurs	1 702 680	1 621 207
					Dettes sur immobilisations	19 736 008	23 180 555
					Dettes sociales et fiscales	523 789	398 179
					Autres dettes		
<b>Comptes de régularisation</b>	654 846		654 846	589 324	Comptes de régularisation	5 550 729	3 504 266
Charges constatées d'avance	654 846		654 846	589 324	Produits constatés d'avance	5 550 729	3 504 266
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>329 815 801</b>	<b>118 873 335</b>	<b>210 833 498</b>	<b>203 569 981</b>	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>210 833 498</b>	<b>203 569 981</b>



**Compte de résultat en liste**

Dossier : 9999 - CENTRALIS ALEFPA GLOBAL - Périodes de : 01/2019 à 12/2019

Libellé	Exercice 2019	Exercice 2018	Variation en €	Variation en %
Dotations et produits de tarification	152 559 424	145 323 466	7 235 958	5,0%
Produits des activités diverses	11 360 850	10 628 536	732 314	6,9%
<b>Sous total des produits de fonctionnement</b>	<b>163 920 274</b>	<b>155 952 002</b>	<b>7 968 272</b>	<b>5,1%</b>
Production immobilisée	54 150	43 310	10 840	25,0%
Production stockée	1 326	16 838	-15 512	-92,1%
Subvention d'exploitation	4 641 356	3 676 559	964 797	26,2%
Transferts de charges et avantages en nature	5 133 029	5 001 304	131 725	2,6%
Reprises sur provisions et amortissements	459 364	494 740	-35 376	-7,2%
Autres produits	14 641 747	14 206 626	435 121	3,1%
Sous total des autres produits	24 930 972	23 439 377	1 491 595	6,4%
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>188 851 246</b>	<b>179 391 378</b>	<b>9 459 868</b>	<b>5,3%</b>
Achats de matières premières et fournitures	12 297 348	11 628 577	668 771	5,8%
Variations de stocks	11 980	3 793	8 187	215,8%
Charges externes	28 617 426	26 340 659	2 276 767	8,6%
Impôts et taxes	7 230 684	4 922 211	2 308 473	46,9%
Salaires et traitements	81 694 183	79 609 293	2 084 890	2,6%
Charges sociales	33 565 971	35 353 981	-1 788 010	-5,1%
Dotations aux amortissements et provisions	9 199 857	9 617 779	-417 922	-4,3%
Autres charges de gestion courante	6 634 262	5 549 366	1 084 896	19,5%
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>179 251 711</b>	<b>173 025 658</b>	<b>6 226 053</b>	<b>3,6%</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>9 599 535</b>	<b>6 365 721</b>	<b>3 233 814</b>	<b>50,8%</b>
Produits financiers	629 068	508 203	120 865	23,8%
Charges financières	1 744 739	2 316 431	-571 692	-24,7%
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-1 115 671</b>	<b>-1 808 228</b>	<b>692 557</b>	<b>38,3%</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>8 483 864</b>	<b>4 557 493</b>	<b>3 926 371</b>	<b>86,2%</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	751 733	862 381	-110 648	-12,8%
Produits exceptionnels sur opérations en capital	579 392	197 873	381 519	192,8%
Reprises sur provisions & transferts de charges except.	1 287 537	1 378 367	-90 830	-6,6%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	104 131	188 433	-84 302	-44,7%
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	191 133	109 311	81 822	74,9%
Dotations except. aux amortissements et aux provisions	1 890 315	1 089 446	800 869	73,5%
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>433 083</b>	<b>1 051 431</b>	<b>-618 348</b>	<b>-58,8%</b>
Impôt sur les bénéfices	51 432	59 307	-7 875	-13,3%
Dotations fonds dédiés	1 203 915	640 499	563 416	88,0%
Reprises fonds dédiés	1 227 700	556 296	671 404	120,7%
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>193 326 676</b>	<b>182 894 499</b>	<b>10 432 177</b>	<b>5,7%</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>184 437 376</b>	<b>177 429 084</b>	<b>7 008 292</b>	<b>3,9%</b>
<b>EXCEDENT</b>	<b>8 889 300</b>	<b>5 465 414</b>	<b>3 423 886</b>	<b>62,6%</b>
Dont résultat du secteur encadré	8 297 317	5 157 509	3 139 808	60,9%
Dont résultat du secteur non encadré	591 983	307 909	284 074	92,3%



# ANNEXE



## Faits marquants

---

- ✓ Le rapprochement avec l'association SOLIDARITE & INITIATIVE SIA2E (Nord) s'est conclu par un apport partiel d'actif validé par les assemblées générales extraordinaires (AGE) du 29 juin pour SIA2E et l'ALEFPA. Cet apport est à effet rétroactif comptable au 01/01/2019. Les contrats de travail ont été transférés au 01/07/2019.
- ✓ L'ALEFPA a bénéficié de transferts d'autorisation :
  - De la DJSCS de Guadeloupe pour la reprise d'une partie des activités de l'association ACAJOU INITIATIVES à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019 (CHRS, DASVL) ;
  - Du Conseil départemental de Guadeloupe pour la reprise de la MECS gérée par l'association AGIS à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019.
- ✓ L'ALEFPA, en application de l'article L.2531-2 du code général des collectivités territoriales, bénéficie de l'exonération du versement transport. Cette exonération a été remise en cause sur certains de nos établissements.

Des contentieux judiciaires sont en cours dans les départements de l'Yonne (années 2011 et 2012), de la Marne (années 2014 et 2015) et de la Réunion pour un montant total de 721 224 €. Considérant que l'association remplit les critères cumulatifs pour bénéficier de l'exonération du versement transport, et au vu de décisions jurisprudentielles y afférant, il a été décidé de ne provisionner aucun litige à la clôture de l'exercice 2019.

## Evènements post-clôture

- ✓ Depuis le 31 décembre 2019, date de clôture de l'exercice, un élément important est à signaler.

Dans le cadre de l'épidémie de Covid-19, des mesures ont été prises pour protéger les personnes en situation de handicap vivant à domicile et/ou accompagnées en établissement médico-social et sanitaires pour protéger les personnes accueillies et les salariés. Au regard du passage en stade 3 de l'épidémie, le Gouvernement a décidé de favoriser le maintien à domicile des personnes en situation de handicap exposées particulièrement à des complications de santé, en organisant la continuité de l'accompagnement.

L'ensemble des structures sociales et médico-sociales accueillant ou accompagnant des personnes âgées ou handicapées (EHPAD, SAAD, SSIAD, Résidences autonomes, FAM, MAS, IME, SAVS, SESSAD, SAMSAH.), ont dû renforcer les mesures barrières mises en œuvre dans le cadre du stade 2, que l'établissement soit, ou non, situé dans une zone de circulation active du virus (cluster). Les plans bleu et les plans de continuité d'activité ont été activés dans nos établissements. Une grande partie des activités ont continué grâce à l'investissement de tous et grâce au déploiement contraint du télétravail.



# Principes et méthodes

---

## 1. méthodes générales de présentation et d'évaluation

Les comptes annuels de l'ALEFPA sont établis conformément au règlement n° 99-01 du Comité de la Réglementation Comptable, et actualisés par les règlements postérieurs.

Les états financiers sont présentés et évalués conformément aux principes généraux suivants : prudence, régularité, sincérité, image fidèle, continuité d'exploitation, coûts historiques, indépendance des exercices et permanence des méthodes.

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe combinés de l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont présentés en euros avec un comparatif sur deux exercices. Ils présentent les comptes de l'association de façon globale, secteur encadré et non encadré confondus.

## 2. date de clôture des comptes

Les comptes sont établis à partir des comptes annuels au 31 décembre des établissements et services constituant l'association ALEFPA. Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## 3. périmètre

Le périmètre des établissements de l'ALEFPA comprend 167 établissements et services, actifs ou non, des secteurs sanitaire, social et médico-social (liste complète pages 16 à 19).

Au cours de l'exercice 2019, les établissements et services suivants ont été intégrés au périmètre de combinaison :

- ACI Le Jardin de Cocagne de la Haute-Borne (Nord) issu du rapprochement avec SIA2E ;
- CHRS Sianka Jour, CHRS Sianka Nuit, DASVL Sianka (Guadeloupe) issus du transfert d'autorisation de l'association ACAJOU INITIATIVES ;
- MECS Kannel (Guadeloupe) issu du transfert d'autorisation de l'association AGIS.

## 4. principales règles d'évaluation du bilan et méthodes comptables

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire selon un plan économique en fonction de la durée de vie prévue, du rythme de dépréciation, et des contraintes imposées par les autorités de tarification. Lorsqu'une différence apparaît entre la durée d'amortissement imposée par l'autorité de tarification dans le cadre du financement du bien et la durée d'amortissement comptable, il est procédé à la comptabilisation d'amortissements dérogatoires.



Les durées d'amortissements pratiquées sont les suivantes :

- . Frais d'établissement 3 à 10 ans
- . Autres immobilisations incorporelles 3 à 5 ans
- . Fonds de commerce selon durée d'utilisation si celle-ci est limitée

Le rachat de la société SARL Font-Romeu Pôle Santé (SSR Castel Roc et SSR Les Petits Lutins) en 2016 a conduit à la comptabilisation à l'actif d'un fonds de commerce d'une valeur de 1 151 856 €. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018, les activités de soins de suite et de réadaptation pédiatriques de ces établissements et celles de la Perle Cerdane ont été regroupées sur un même site et sous une même autorisation, conférant au fonds un caractère fongible. En considération de cet événement, des activités du Pôle et de la valeur actuelle du groupe d'actifs auquel le fonds de commerce est désormais rattaché, le fonds de commerce n'est l'objet d'aucune dépréciation.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant les modalités décrites ci-dessus pour les immobilisations incorporelles.

Les durées d'amortissements pratiquées sont les suivantes :

- . Aménagements de terrains 5 à 40 ans
- . Constructions 10 à 50 ans
- . Agencements et aménagements divers 10 à 50 ans
- . Matériels et outillages 3 à 10 ans
- . Matériel de bureau 4 ans
- . Matériel de bureau et informatique 3 à 10 ans
- . Mobilier 5 à 10 ans
- . Matériel de transport 5 à 8 ans
- . Autres immobilisations corporelles 3 à 10 ans
- . Immobilisations réévaluées Non amortissable

#### ✓ Réévaluations

Les actifs immobiliers de la MECS du Roussillon ont fait l'objet d'une réévaluation en 1979, comptabilisée à l'actif pour 1 887 314 € sur la base de barèmes fournis par des organismes habilités. Elle n'est l'objet d'aucun amortissement.

Les fonds propres comprennent la contrepartie de cette réévaluation pour une somme de 1 975 977 € incluant, en sus de la réévaluation des bases, des amortissements non acceptés par les autorités de tarification et de contrôle sur ces bases réévaluées.

#### ✓ Bail emphytéotique et Immobilisations prises en concession

L'ALEFPA a conclu en 1970 avec l'Association pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de l'Yonne un bail emphytéotique portant sur un ensemble immobilier sis à Gurgy (Yonne). Ce bail a été conclu pour une durée de 99 années. Les immobilisations prises à bail ont été inscrites à l'actif du bilan pour 1 500 374 €. La contrepartie est inscrite en Autres fonds associatifs pour 1 500 374 €.

### Immobilisations corporelles en cours

Elles s'élèvent à 6 323 138 € à la clôture et correspondent principalement aux travaux de constructions ou de réhabilitation des établissements et en particulier :

- A la phase 2 des travaux du Pôle Pédiatrique de Cerdagne (Pyrénées Orientales) a déjà conduit au versement d'acomptes au promoteur pour 3 338 028 €
- Aux travaux de réaménagement du site médico-social d'Osseja (Pyrénées Orientales) pour 1 515 196 €.

Leur valorisation correspond à l'ensemble des coûts engagés et facturés au 31 décembre 2018.



## **Immobilisations financières**

Les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur coût d'acquisition. Leur valeur est examinée annuellement par référence à leur valeur d'utilité qui tient compte notamment de la rentabilité actuelle et prévisionnelle de la filiale concernée et de la quote-part de capitaux propres détenue. Une dépréciation est, le cas échéant, constatée si la valeur d'utilité devient inférieure à sa valeur comptable.

Les prêts et créances sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, si nécessaire, dépréciés pour les ramener à leur valeur d'utilité à la date de clôture de l'exercice.

A la date de l'établissement des comptes de l'association, les comptes annuels de la SASU ALEFPA ATELIERS n'ont pas encore été établis, dans le contexte du confinement lié au virus COVID-19. Pour rappel, la situation nette de la société au 31/12/2018 s'élevait à -383 812 €, conduisant à une dépréciation financière à 100% des titres de participation et de la créance rattachée à la participation, pour un total de 549 971 €. Si la société est parvenue à développer son chiffre d'affaires en 2019, sa situation nette ne devrait toutefois pas s'améliorer. Aussi, une nouvelle dépréciation a été comptabilisée sur la créance rattachée à hauteur de 214 486 €, portant le total des dépréciations, titres et créance confondus, à 764 456 €.

Malgré des pertes supérieures à la moitié de son capital social à la clôture de l'exercice 2017, cette société, par décision de son actionnaire unique l'ALEFPA, a décidé de ne pas prononcer la dissolution de la société et de poursuivre ses activités avec obligation de reconstitution de ses fonds propres à la clôture de l'exercice 2020.

## **Stocks**

Les stocks de médicaments et produits sanguins sont évalués selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les stocks de produits d'entretien, alimentation, marchandises et autres fournitures des approvisionnements sont évalués au dernier prix d'achat connu.

La valeur brute comprend le prix d'achat et, le cas échéant, les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire déterminée comme indiquée ci-dessus est supérieure à la valeur de réalisation.

## **Créances**

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une dépréciation de 573 010 € a été comptabilisée en 2018 sur une créance envers l'association AASSPIF, dont les activités AEMO avaient été transférées par le Conseil Départemental de la Réunion à l'ALEFPA en 2016, suite à la mise en liquidation judiciaire de cette association. Cette créance correspond à des actifs de trésorerie dont le mandataire judiciaire de l'association a la disposition afin de régler le passif non encore apuré. Compte tenu de l'incertitude liée au montant à recouvrer, la créance avait été dépréciée à 100% l'exercice précédent et a été maintenue à la clôture, en l'absence de dénouement des opérations de liquidation.

## **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres est estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).



## Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont des provisions ne répondant pas à l'objet normal d'une provision. Elles sont comptabilisées en application de dispositions législatives ou réglementaires.

## Fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

## Engagements de retraite

Les engagements de retraite sont évalués statistiquement à 10 027 745 € selon la méthode des unités de crédits projetées au prorata de l'ancienneté.

Les hypothèses sous-tendant les calculs sont les suivantes :

-	Age de départ en retraite	62 ans
-	Taux d'actualisation	1,5%
-	Turn-over	1%
-	Progression salariale	1%
-	Charges sociales patronales	45%

L'association ne procède pas à la comptabilisation des indemnités de fin de carrière et assimilés sous forme de provisions.

Certains établissements ont procédé aux comptabilisations suivantes pour couvrir leurs engagements futurs, en accord avec leurs autorités de tarification et de contrôle :

-	Excédents affectés aux mesures d'exploitation	1 236 143 €
-	Fonds dédiés:	383 089 €

Soit un total de 1 619 232 €.

## Compte d'emploi annuel des ressources

Le compte d'emploi annuel des ressources des associations et fondations faisant appel à la générosité publique a été établi conformément au règlement n° 2008-12 du Comité de la réglementation comptable.

Il est établi en adéquation avec les rubriques correspondantes du compte de résultat pour donner une information globale de l'affectation par emplois des seules ressources collectées auprès du public ainsi que le suivi des ressources collectées antérieurement à l'exercice en cours.



# Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

## A. BILAN

### 1. Actif immobilisé

#### 1.1 Immobilisations incorporelles

VALEURS BRUTES (en euros)	Valeur à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Valeur à la clôture
Frais d'étés et d'évaluation externe	261 471	54 379			315 850
Autres immobilisations incorporelles	1 926 748	77 413	-130 797	30 452	1 903 816
Immobilisations incorporelles en cours	40 401	62 901	-103 302		0
<b>TOTAL</b>	<b>2 228 620</b>	<b>194 693</b>	<b>-234 099</b>	<b>30 452</b>	<b>2 219 666</b>

AMORTISSEMENTS (en euros)	Valeur à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Valeur à la clôture
Frais d'étés et d'évaluation externe	228 758	27 974			256 732
Autres immobilisations incorporelles	719 953	56 536	-127 585	149	649 054
Immobilisations incorporelles en cours					
<b>TOTAL</b>	<b>948 711</b>	<b>84 510</b>	<b>-127 585</b>	<b>149</b>	<b>905 786</b>

#### 1.2 Immobilisations corporelles

VALEURS BRUTES (en euros)	Valeur à l'ouverture	Augmentation	Diminution	Variation de périmètre	Valeur à la clôture
Terrains	11 026 978	288 310	-58 398		11 256 890
Constructions	122 114 219	6 154 612	-1 913 119	176 220	126 531 933
Matériel et outillage	16 692 778	984 284	-487 447	314 374	17 503 989
Installations agencements	25 139 579	324 340	-53 079	12 758	25 423 597
Matériel de transport	12 040 780	1 925 781	-1 526 700	69 892	12 500 753
Matériel de bureau et informatique	5 240 966	803 529	-294 965	10 164	5 759 694
Mobilier	9 765 879	433 210	-109 757		10 089 332
Autres immobilisations corporelles	81 697	3 498			85 195
Immobilisations en cours	5 703 840	5 992 220	-5 372 921		6 323 139
Immobilisations réévaluées	1 887 314				1 887 314
<b>TOTAL</b>	<b>209 694 031</b>	<b>16 909 784</b>	<b>-9 816 386</b>	<b>874 408</b>	<b>217 361 837</b>



Les investissements significatifs suivants ont été l'objet d'une mise en service au cours de l'exercice :

- IME/SESSAD Raymond Allard (Réunion) : livraison et mise en service des travaux de réhabilitation et de toiture pour 1 329 K€ ;

- EEP Bertha Roos (Haute-Vienne) : livraison et mise en service de l'extension de l'accueil de jour pour 1 155 K€ ;
- Site médico-social d'Osséja (Pyrénées Orientales) : livraison et mise en service des travaux de réhabilitation du centre de gestion pour 621 K€.

<b>AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (en euros)</b>	<b>Valeur à l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Variations de périmètre</b>	<b>Valeur à la clôture</b>
Terrains	1 021 701	173 411	-588		1 194 524
Constructions	53 962 935	4 641 188	-1 033 752	135 387	57 705 759
Matériel et outillage	14 365 236	848 480	-348 496	157 948	15 023 168
Installations agencements	19 712 890	1 011 479	-53 961	1 009	20 671 417
Matériel de transport	8 689 786	1 529 147	-1 458 014	34 378	8 795 297
Matériel de bureau et informatique	4 232 712	518 977	-271 359	6 342	4 486 671
Mobilier	7 862 020	564 633	-99 118	581	8 328 117
Autres immobilisations corporelles	49 379	1 037			50 416
Immobilisations réévaluées	86 013				86 013
<b>TOTAL</b>	<b>109 982 674</b>	<b>9 288 352</b>	<b>-3 265 288</b>	<b>335 645</b>	<b>116 341 383</b>

### 1.3 Immobilisations financières

Les informations liées aux titres de participations et filiales sont dispensées page 20 (§C.4)

<b>VALEURS BRUTES (en euros)</b>	<b>Valeur à l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Variation de périmètre</b>	<b>Valeur à la clôture</b>
Titres de participation	277 110				277 110
Créances rattachées à des titres de participation	8 222 871	931 082	-668 000		8 485 953
Autres immobilisations financières	2 850 719	891 406	-535 891	23 299	3 229 534
<i>dont autres titres</i>	920 263	391 789	-390 249		921 803
<i>dont prêts au personnel</i>	260				260
<i>dont prêt effort construction</i>	1 306 372	372 576	-59 874	1 723	1 620 798
<i>dont dépôts et cautionnements</i>	623 825	127 041	-85 768	21 576	686 674
<b>TOTAL</b>	<b>11 350 700</b>	<b>1 822 488</b>	<b>-1 203 891</b>	<b>23 299</b>	<b>11 992 597</b>

<b>PROVISIONS (en euros)</b>	<b>Valeur à l'ouverture</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Variation de périmètre</b>	<b>Valeur à la clôture</b>
Titres de participation	200 000				200 000
Créances rattachées à des titres de participation	349 971	214 486			564 456
Autres immobilisations financières	1 375			0	1 375
<i>dont dépôts et cautionnements</i>	1 375			0	1 375
<b>TOTAL</b>	<b>551 346</b>	<b>214 486</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>765 831</b>



## 2. Stocks

en euros	Montants bruts		Provisions		Montants nets	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Médicaments et produits sanguins	12 943	18 638			12 943	18 638
Produits d'entretien	28 933	30 779			28 933	30 779
Alimentation	57 328	47 526			57 328	47 526
Matières premières et fournitures	113 533	113 406			113 533	113 406
Marchandises	3 979	2 924	-1 164	-847	2 815	2 077
En-cours de production		12 791			0	
Produits finis	47 447	43 292			47 447	43 292
<b>TOTAL</b>	<b>264 163</b>	<b>269 356</b>	<b>-1 164</b>	<b>-847</b>	<b>262 999</b>	<b>255 718</b>

## 3. Créances et comptes de régularisation

### ✓ Créances

en euros	Montants bruts		Provisions		Montants nets	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Avances et acomptes versés sur commandes	230 415	325 225			230 415	325 225
Produits de séjour	10 543 792	8 940 608	-275 127	-322 615	10 268 665	8 617 993
Clients et comptes rattachés	3 196 611	2 392 700	-11 034	-20 484	3 185 577	2 372 216
<i>dont factures à établir</i>	<i>522 533</i>	<i>401 935</i>			<i>522 533</i>	<i>401 935</i>
Autres créances	7 733 326	9 059 299	-573 010	-573 010	7 160 316	8 486 289
<i>dont produits à recevoir</i>	<i>1 712 780</i>	<i>4 091 907</i>			<i>1 712 780</i>	<i>4 091 907</i>
<b>TOTAL</b>	<b>21 704 144</b>	<b>20 717 832</b>	<b>-859 171</b>	<b>-916 110</b>	<b>20 844 973</b>	<b>19 801 723</b>

Le poste « Autres créances » comprenait en 2018 la créance liée au crédit d'impôt de taxe sur les salaires (CITS) d'un montant de 2 223 744 euros. Ce dispositif a été remplacé en 2019 par la réduction générale de cotisations patronales.

Toutes les créances sont exigibles à moins d'un an.

### ✓ Comptes de régularisation

en euros	2019	2018
Charges constatées d'avance	654 846	589 324
<b>TOTAL</b>	<b>654 846</b>	<b>589 324</b>



#### 4. Fonds propres

<i>en euros</i>	<i>Fonds associatifs sans droit de reprise</i>	<i>Ecart de réévaluation</i>	<i>Réserves</i>	<i>Report à Nouveau</i>	<i>Résultat</i>	<i>Total fonds propres</i>
<b>Situation au 31 décembre 2018</b>	<b>10 781 717</b>	<b>1 975 977</b>	<b>60 234 023</b>	<b>-16 315 746</b>	<b>5 465 414</b>	<b>62 141 386</b>
Affectation du résultat 2004			86 111			86 111
Affectation du résultat 2005			108 031			108 031
Affectation du résultat 2006			146 742			146 742
Affectation du résultat 2007			248 562			248 562
Affectation du résultat 2014			156 641			156 641
Affectation du résultat 2016			-545 406			-545 406
Affectation du résultat 2017			4 316 745	-381 333		3 935 412
Affectation du résultat 2018			1 079 560	-1 023 319	-5 465 414	-5 409 173
Résultat 2019					8 889 300	8 889 300
Variations de périmètre	76 827		369	-21 054		56 142
<b>Situation au 31 décembre 2019</b>	<b>10 858 544</b>	<b>1 975 977</b>	<b>65 831 378</b>	<b>-17 741 452</b>	<b>8 889 300</b>	<b>69 813 748</b>

Les réserves incluent :

- Les excédents affectés à l'investissement, à la couverture du BFR, ainsi qu'à la réserve de compensation des charges d'amortissement ;
- Les réserves de plus-values nettes, de compensation, et de projet associatif.

#### 5. Autres fonds associatifs

✓ Fonds associatifs avec droit de reprise

<i>en euros</i>	<i>Valeur à l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Autres mouvements</i>	<i>Variations de périmètre</i>	<i>Valeur à la clôture</i>
Apports	509 108				24 500	533 608
Résultats sous contrôle des financeurs	14 251 437	14 637 312	-13 619 351	0	0	15 269 399
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	2 733 422	0	0	0	0	2 733 422
<i>dont Etat</i>	1 612 034					1 612 034
<i>dont Régions</i>	32 173					32 173
<i>dont Départements</i>	180 476					180 476
<i>dont Autres</i>	908 738					908 738
<b>TOTAL</b>	<b>17 493 967</b>	<b>14 637 312</b>	<b>-13 619 351</b>	<b>0</b>	<b>24 500</b>	<b>18 536 429</b>



✓ Subventions d'investissement pour biens non renouvelables

<i>en euros</i>	<i>Montants bruts</i>		<i>Montants repris</i>		<i>Montants nets</i>	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Etat	6 966 733	6 758 139	-2 362 686	-2 136 978	4 604 047	4 621 161
Régions	390 660	379 537	-91 903	-83 947	298 757	295 590
Départements	5 182 992	4 122 992	-1 538 440	-1 340 473	3 644 552	2 782 519
Communes	201 692	201 692	-84 575	-84 461	117 116	117 231
Entreprises et organismes privés	738 174	156 587	-304 956	-51 961	433 218	104 626
Autres	3 198 202	2 060 327	-656 875	-491 844	2 541 327	1 568 483
Taxe d'apprentissage	1 045 976	1 052 346	-858 033	-851 298	187 944	201 048
<b>TOTAL</b>	<b>17 724 428</b>	<b>14 731 620</b>	<b>-5 897 467</b>	<b>-5 040 962</b>	<b>11 826 961</b>	<b>9 690 658</b>

✓ Provisions réglementées

<i>en euros</i>	<i>Valeur à l'ouverture</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Autres mouvements</i>	<i>Valeur à la clôture</i>
Provisions destinées à renforcer la couverture du BFR	2 672 417				2 672 417
Provisions pour renouvellement des immobilisations	14 530 530	1 259 055	-1 104 371	-363	14 684 853
Amortissements dérogatoires	2 322 430	246 276	-15 076		2 553 629
Réserve des plus-values nettes d'actif immobilisé	857 560	384 984	-168 090		1 074 454
Réserve des plus-values nettes d'actif circulant	351 677				351 677
<b>TOTAL</b>	<b>20 734 615</b>	<b>1 890 315</b>	<b>-1 287 537</b>	<b>-363</b>	<b>21 337 030</b>

6. Fonds dédiés

<i>en euros</i>	<i>Valeur à l'ouverture</i>	<i>Dotation fonds dédiés</i>	<i>Reprises fonds dédiés</i>	<i>Autres mouvements</i>	<i>Valeur à la clôture</i>
Fonds dédiés sur subventions	3 113 438	1 198 027	-1 226 848	23 554	3 108 171
Fonds dédiés sur dons manuels	22 821	5 887	-852		27 856
<b>TOTAL</b>	<b>3 136 259</b>	<b>1 203 915</b>	<b>-1 227 700</b>	<b>23 554</b>	<b>3 136 027</b>



## 7. Provisions pour risques

<i>en euros</i>	<i>Valeur à l'ouverture</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Valeur brute à la clôture</i>
Provisions pour litiges	891 404	309 460	-137 595	1 063 269
<b>TOTAL</b>	<b>891 404</b>	<b>309 460</b>	<b>-137 595</b>	<b>1 063 269</b>

## 8. Dettes financières

### ✓ Mouvements de l'exercice

<i>en euros</i>	<i>A l'ouverture</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Diminution</i>	<i>Variations de périmètre</i>	<i>A la clôture</i>
Emprunts bancaires	54 143 153	1 510 416	-4 889 634	154 986	50 918 921
Autres emprunts et dettes financières	273 754		-20 781		252 973
Dépôts et cautionnements reçus	89 157	30 978	-32 125		88 010
Intérêts courus	85 293	84 331	-85 293		84 331
<b>TOTAL</b>	<b>54 591 357</b>	<b>1 625 725</b>	<b>-5 027 832</b>	<b>154 986</b>	<b>51 344 235</b>

### ✓ Ventilation par échéances

<i>en euros</i>	<i>montant brut</i>	<i>à un an au plus</i>	<i>à plus d'un an et 5 ans au plus</i>	<i>à plus de 5 ans</i>
Emprunts bancaires	50 918 921	3 307 100	12 224 252	35 387 569
Autres emprunts et dettes financières	252 973	21 518	93 977	137 478
Dépôts et cautionnements reçus	88 010	88 010		
Intérêts courus	84 331	84 331		
<b>TOTAL</b>	<b>51 344 235</b>	<b>3 500 959</b>	<b>12 318 229</b>	<b>35 525 047</b>



## 9. Autres postes du passif

Tous les autres postes du passif sont à échéance moins d'un an.

### ✓ Dettes

<i>en euros</i>	2019	2018
Fournisseurs	4 762 208	4 705 765
<i>dont factures non parvenues</i>	1 017 749	881 291
Fournisseurs d'immobilisations	1 702 680	1 621 207
Dettes sociales et fiscales	19 736 008	23 180 555
<i>dont charges à payer</i>	13 986 181	14 475 681
Autres dettes	523 799	398 179
<i>dont charges à payer</i>	30 766	30 285
<i>dont avoirs à établir</i>	48 837	32 149
<b>TOTAL</b>	<b>26 724 695</b>	<b>29 905 706</b>

### ✓ Comptes de régularisation

<i>en euros</i>	2019	2018
Produits constatés d'avance	5 550 729	3 504 255
<i>dont taxe d'apprentissage à affecter</i>	373 206	352 625
<b>TOTAL</b>	<b>5 550 729</b>	<b>3 504 255</b>



## B. COMPTE DE RESULTAT

### 1. Détails des produits de fonctionnement

<i>en euros</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
Produits de séjour	152 559 424	145 323 466
<i>dont secteur sanitaire</i>	<i>12 137 607</i>	<i>12 262 235</i>
<i>dont secteur social et médico-social</i>	<i>140 421 817</i>	<i>133 061 231</i>
Produits des activités diverses	11 360 850	10 628 536
<i>dont chiffre d'affaires des activités non encadrées</i>	<i>8 686 829</i>	<i>8 366 220</i>
<i>dont refacturations et remboursements divers</i>	<i>2 674 021</i>	<i>2 262 316</i>
<b>TOTAL</b>	<b>163 920 274</b>	<b>155 952 002</b>

### 2. Détails du résultat financier

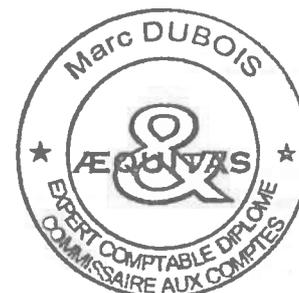
Le résultat financier s'élève à -1 115 871 euros, contre à -1 808 228 euros au titre de l'exercice précédent. Ces résultats se décomposent ainsi :

#### ✓ Charges financières

<i>en euros</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
Charges d'intérêts	1 483 968	1 430 856
Autres charges financières	23 660	97 577
Charges nettes sur cession de VMP	16 563	43 437
Dotation aux dépréciations d'éléments d'actifs financiers	220 546	744 560
<b>TOTAL</b>	<b>1 744 739</b>	<b>2 316 431</b>

#### ✓ Produits financiers

<i>en euros</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
Revenus des actifs financiers	466 678	504 031
Reprise sur provision pour dépréciation	162 389	4 172
<b>TOTAL</b>	<b>629 067</b>	<b>508 203</b>



### 3. Détails du résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à 433 083 euros, contre 1 051 431 euros au titre de l'exercice précédent.

Ces résultats se décomposent ainsi :

#### ✓ Charges exceptionnelles

<i>en euros</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
VNC des immobilisations cédées	191 133	109 311
Dotations aux amortissements dérogatoires et provisions réglementées	1 890 315	1 089 446
Autres charges exceptionnelles	104 131	188 433
<b>TOTAL</b>	<b>2 185 579</b>	<b>1 387 190</b>

#### ✓ Produits exceptionnels

<i>en euros</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>
Produits de cession des immobilisations et indemnités d'assurance sur immobilisations	579 392	197 873
Quote-part de subventions d'investissement reprises au compte de résultat	738 531	838 355
Reprises sur amortissements dérogatoires et provisions réglementées	1 287 537	1 378 367
Autres produits exceptionnels	13 202	24 026
<b>TOTAL</b>	<b>2 618 662</b>	<b>2 438 621</b>



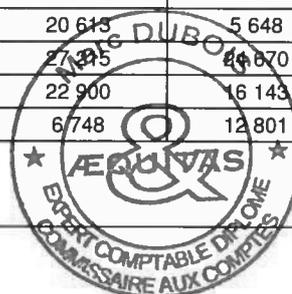
#### 4. Contribution des établissements et services au résultat comptable

Le résultat comptable des établissements et services s'élève à 8 889 300 euros, contre 5 465 414 euros en 2018.

Le résultat budgétaire des établissements et services s'élève à 11 028 578 euros, contre 8 603 534 euros en 2018.

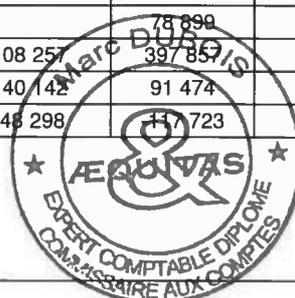
✓ Secteur encadré

en euros	Département	Résultat comptable		Résultat budgétaire	
		2019	2018	2019	2018
IME Le Reray	Allier	172 682	298 908	173 553	327 419
SESSAD Le Reray	Allier	5 744	625	4 686	1 132
SAVS Le Reray	Allier	1 960	-1 421	2 216	2 678
CMPP le Reray	Allier	18 292	24 849	49 131	43 706
SESSAD TSSA	Aube	11 644	2 305	36 882	33 991
ITEP le Petit Prince	Creuse	-17 629	-35 598	-4 290	0
ESAT André Ozanne	Creuse	21 579	2 704	0	2 105
FHTH André Ozanne	Creuse	40 579	7 562	43 499	5 782
SAVS André Ozanne	Creuse	2 422	47 173	3 985	44 243
ITEP Pro de Guéret	Creuse	-9 582	-6 669	-8 253	489
IME La Roseraie	Creuse	91 310	-52 388	144 445	0
SESSAD Pierre Louchet IV	Creuse	209 330	218 657	255 819	219 020
ESAT James Marangé	Creuse	8 269	-3 951	19 335	0
FHTH James Marangé	Creuse	-59 436	-4 691	-43 606	-3 490
SAAI James Marangé	Creuse	-38 864	-3 889	-682	0
FOJ James Marangé	Creuse	-19 358	-10 494	-8 159	-8 469
IME Pierre d'Aubusson	Creuse	441 498	-2 602	664 327	0
IME Denis Forestier l'Echange	Creuse	80 011	66 224	231 646	122 393
SESSAD Pierre Louchet III	Creuse	34 885	-27 862	58 596	0
SSAD Bertha Roos antenne Creuse	Creuse	59 956	30 950	61 190	30 063
ESAT Val de Reuil	Eure	-23 015	-5 662	1 917	25 779
FAH Marie TALET	Gironde	74 349	73 858	149 215	104 770
IME Denis Forestier	Guadeloupe	677 992	621 613	776 334	636 238
SESSAD Denis Forestier	Guadeloupe	180 223	233 818	181 742	239 864
SAIS Denis forestier	Guadeloupe	165 517	156 777	168 423	158 444
ESAT Les Plaines	Guadeloupe	7 373	89 826	20 024	86 300
FHTH Les Plaines	Guadeloupe	0	0	0	0
ITEP Denis Forestier	Guadeloupe	0	0	0	0
Direction territoriale Caraïbes	Guadeloupe	517	-517	517	-517
CHRS SIANKA Jour	Guadeloupe	54 681		60 537	
CHRS SIANKA Nuit	Guadeloupe	-1 666		14 375	
DASVL SIANKA	Guadeloupe	157 725		163 723	
MECS Kannel	Guadeloupe	-1 038		17 198	
Temps Libéré CATIC	Haute Garonne	1 784	2 512	3 284	4 898
ESAT CATIC	Haute Garonne	-45 744	21 295	-28 607	15 570
ITEP Henri Viet	Haute Marne	58 281	87 457	52 740	109 102
SESSAD Henri Viet P Louchet 1	Haute Marne	51 214	29 886	49 368	31 150
ITEP SESSAD Leconte de Lisle	Haute Saône	82 082	-10 609	76 992	4 215
EEP Bertha Roos	Haute Vienne	281 277	75 042	292 020	81 663
SSAD Bertha Roos	Haute Vienne	3 920	20 615	5 648	19 659
ESAT André Chevalier	Haute Vienne	23 662	27 395	49 670	24 162
SAAI André Chevalier	Haute Vienne	16 501	22 900	16 143	22 948
SAPHA André Chevalier	Haute Vienne	12 621	6 748	12 801	183



✓ Secteur encadré (suite)

en euros	Département	Résultat comptable		Résultat budgétaire	
		2019	2018	2019	2018
ESAT Les ARSSES	Haute Vienne	-16 725	-27 934	0	0
FHTH Les ARSSES	Haute Vienne	27 455	-12 221	57 872	12 087
SAVS Les ARSSES	Haute Vienne	8 561	6 338	10 883	9 231
SAPHAD Les ARSSES	Haute Vienne	-6 857	-24 894	-4 935	-13 077
MECS Jean Zay	Hauts de Seine	-93 225	172 384	-34 226	166 515
AEMO Jean Zay	Hauts de Seine	-15 619	18 952	757	25 300
SAJE Jean Zay	Hauts de Seine	-2 611	4 134	-13 829	7 017
MECS Village Yvon Morandat	Marne	-76 661	-19 205	37 531	-21 372
SAJ Yvon Morandat	Marne	39 424	-42 187	50 060	-32 222
SAS Claire Morandat	Marne	-19 122	-34 735	10 412	43 424
MESAT du RESAC	Marne	-8 252	937	7 491	2 688
ITEP du RESAC	Marne	62 818	92 062	113 859	122 505
DAPAJ du RESAC	Marne	-11 425	9 210	10 911	13 521
CHRS ROSANNIE SOLEIL	Martinique	-50 040	57 399	-52 291	66 054
Pôle socio-judiciaire	Martinique	55 851		55 851	
Direction territoriale Hauts-de-France	Nord	25 160	76 029	20 044	64 923
MECS Service d'Hébergements Extérieurs de Lille	Nord	117 465	302 145	130 529	312 981
MECS Foyer Henri Pestalozzi	Nord	40 620	41 914	26 904	56 963
MECS Foyer Denis Cordonnier	Nord	263 069	348 129	247 307	359 949
MECS Communauté Albert Chatelet	Nord	630 571	918 232	622 423	963 946
MECS Communauté Paul Machy	Nord	-166 130	-288 588	-155 246	-260 660
CHRS Capharnaüm	Nord	55 437	-8 467	17 828	-9 366
CMPP Centre Decroly I	Nord	174 417	63 120	162 737	78 073
CMPP Centre Decroly II	Nord	108 006	100 213	116 049	108 433
CMPP Centres Decroly III / IV	Nord	208 348	212 945	268 948	251 462
CMPP Centre Decroly V	Nord	52 420	32 633	63 184	46 078
ITEP Jacques Pauly	Nord	81 903	-50 979	142 431	74 367
SESSAD Jacques Pauly	Nord	2 291	23 162	4 714	32 527
CMPP Jacques Pauly	Nord	-12 262	30 273	-8 408	34 070
Direction Générale	Nord	119 753	1 000	112 800	1 000
DAJ Métamorphose	Nord	68 405	42 182	118 579	68 972
Maison Relais Alter-Egoux	Nord	26 964	21 728	29 907	21 728
IEADR Hestia	Nord	12 998	22 338	14 882	24 243
Foyer de vie Orée du Bois	Nord	36 527	69 935	81 899	93 227
CER Oxygène	Nord	57 305	-64 254	85 475	-5 099
CER Tête de l'Eau	Nord	2 590	-24 400	27 699	1 736
CHU Al'Coyette	Nord	3 728	4 761	6 499	8 360
CHRS Le Hameau (isolés)	Nord	-931	24 741	3 918	26 401
CHRS Le Hameau (Famille)	Nord	-29 371	2 417	-18 292	11 582
MEDIA Alter-Egoux	Nord	-1 126	0	3 289	0
MECS Déclic'Ados	Nord	98 133	51 812	86 535	70 470
MNA Nord	Nord	900 341	22 589	1 042 642	22 589
ACI Le Jardin de Cocagne	Nord	-20 839		-19 383	
Financement Qualité de Vie au Travail	Nord	0	0	0	0
SSR Pôle pédiatrique de Cerdagne	Pyr. Orientales	1 756 416	680 620	1 701 141	906 751
SSR Castel Roc Les Petites Lutins	Pyr. Orientales		78 899		-155 631
SSR Les Tout Petits	Pyr. Orientales	108 257	397 851	134 922	450 473
IME Les Isards	Pyr. Orientales	140 142	91 474	138 632	93 623
IEM les Lupins	Pyr. Orientales	-48 298	11 723	-81 459	-94 884



✓ Secteur encadré (suite)

en euros	Département	Résultat comptable		Résultat budgétaire	
		2019	2018	2019	2018
SESSAD Joyau cerdan	Pyr. Orientales	32 559	32 569	31 751	31 018
MAS Les Myrtilles	Pyr. Orientales	2 052	-117 419	-5 323	-127 521
MECS du roussillon	Pyr. Orientales	86 501	166 383	111 786	219 564
IMPro Gernez-Rieux	Réunion	110 689	-207 953	125 772	128 801
ESAT Gernez Rieux	Réunion	60 058	-43 279	63 956	-22 976
FHTH Gernez Rieux	Réunion	-9 431	141 320	130 881	251 484
SSA Gernez Rieux	Réunion	-11 646	-11 299	-17 070	2 578
FAO Gernez Rieux	Réunion	21 195	8 717	13 730	40 066
IME Raymond Allard	Réunion	104 006	-374 135	-3 385	51 126
SESSAD Raymond Allard	Réunion	184 965	-31 817	191 863	9 894
ESAT Jean Clermont	Réunion	178 891	9 372	113 015	26 523
FHTH Jean Clermont	Réunion	61 138	50 062	42 526	50 402
FAO Jean Clermont	Réunion	101 575	67 145	69 390	75 324
SAVS Jean Clermont	Réunion	16 777	12 820	-6 330	18 904
ESAT la Confiance	Réunion	107 218	21 381	67 957	30 298
FAO Maxime Laope/Edmond Albius	Réunion	-118 231	85 338	-107 074	122 295
FHTH Maxime Laope	Réunion	-4 205	58 922	42 971	64 177
Direction territoriale	Réunion	585	-32 463	0	0
IME Edmond Albius	Réunion	-36 747	-96 750	-8 577	42 615
ESAT Edmond Albius	Réunion	-10 867	38 982	-2 213	46 297
SAVS Edmond Albius	Réunion	30 150	7 436	25 900	8 711
IMPRO Marie Caze	Réunion	124 672	75 293	148 134	168 195
ITEP Antoine Lucas	Réunion	-22 703	60 832	18 358	132 372
SESSAD Antoine Lucas	Réunion	28 186	40 655	51 115	62 117
ESAT St Leu	Réunion	-57 961	-36 816	-50 560	-30 199
SAMSAH St Pierre	Réunion	162 530	90 550	171 557	82 884
CMPP Ouest	Réunion	216 433	105 955	245 398	103 858
Maison Relais Sainte Rose	Réunion	19 640	10 004	22 765	13 283
Centre de gestion	Réunion	0	87 315	0	0
Dispositif d'insertion	Réunion	-76 629	24 999	-56 222	24 999
FAO Résidence du bocage	Réunion	-103 574	-17 013	43 079	145 542
Pôle social	Réunion	-36 550	-30 652	19 869	-29 869
AEMO	Réunion	145 292	-404 135	114 428	-381 079
CHRS Lisette Son Houi	Réunion	-30 553	39 571	-30 717	26 830
Relais familial	Réunion	-102 043	30 794	-82 166	51 937
ITEP Henri Wallon	Vendée	74 349	-171 185	-46 155	-169 254
SESSAD Henri Wallon	Vendée	-8 857	-26 503	-2 439	-12 938
EMAS	Vendée	-22 583	23 199	11 995	55 052
DHP Henri Wallon	Vendée	-76 769	123 703	-70 208	158 846
MECS Maison Blanche des Cadets	Yonne	-441 102	48 672	-343 211	87 220
SAS Rosette Demey	Yonne	63 868	39 511	70 162	40 423
MECS Maison des Jeunes Georges Aulong	Yonne	-71 480	-121 515	64 416	81 719
SAS Léandre Decottignies	Yonne	11 716	-4 303	21 912	44 980
SAJE du REY	Yonne	-5 283	-28 456	-26 069	-30 125
Centre Educatif Renforcé	Yonne	-15 887	20 024	46 302	51 333
Lieu de Vie Le P'tit Chez Nous	Yonne	45 461	-18 749	39 847	-11 628
SAAMAD	Yonne	30 486	85 317	51 426	113 095
<b>Total Secteur encadré</b>		<b>8 297 318</b>	<b>5 167 505</b>	<b>10 436 596</b>	<b>8 295 626</b>



✓ Secteur non encadré

en euros	Département	Résultat comptable		Résultat budgétaire	
		2019	2018	2019	2018
James Marangé Gestion Com.	Creuse	6 923	-8 870	6 923	-8 870
André Ozanne Gestion Com.	Creuse	30 268	22 749	30 268	22 749
Val de Reuil Gestion com.	Eure	-7 903	-6 809	-7 903	-6 809
Les Plaines Gestion Com.	Guadeloupe	202 508	260 229	202 508	260 229
CATIC Gestion Com.	Haute Garonne	59 424	44 568	59 424	44 568
André Chevalier Gestion Com.	Haute Vienne	22 763	54 156	22 763	54 156
Les Arsses Gestion Com.	Haute Vienne	78 736	29 223	78 736	29 223
Centre Horticole Rosette Demey	Nord	37 078	52 198	37 078	52 198
Service Albert Thomas	Nord	-4 498	25 429	-4 498	25 429
Centre Albert Thomas	Nord	0	0	0	0
Association	Nord	-261 113	-554 651	-261 113	-554 651
Informatique	Nord	0	0	0	0
Résidence sociale Le Chemin	Nord	10 839	10 747	10 839	10 747
Résidence sociale Les Horizons	Nord	7 276	28 426	7 276	28 426
Résidence sociale Le Sablier	Nord	-2 168	32 359	-2 168	32 359
Résidence sociale La Chrysalide	Nord	19 370	36 633	19 370	36 633
Résidence sociale Le Hameau	Nord	-39 117	55 479	-39 117	55 479
Résidence sociale Le Tournant	Nord	37 623	75 835	37 623	75 835
Secteur taxable Paul Machy	Nord	-14 953	-21 283	-14 953	-21 283
Restaurant d'application	Pyr. Orientales	0	0	0	0
Gernez Rieux Gestion Com.	Réunion	33 737	4 463	33 737	4 463
Jean Clermont Gestion Com.	Réunion	101 799	96 231	101 799	96 231
Edmond Albius Gestion Com.	Réunion	185 253	57 043	185 253	57 043
St Leu Gestion Com.	Réunion	11 235	38 713	11 235	38 713
La Confiance Gestion Com.	Réunion	76 900	-24 957	76 900	-24 957
Manège Max Pomerolle	Yonne	0	0	0	0
<b>Total Secteur non encadré</b>		<b>591 982</b>	<b>307 909</b>	<b>591 982</b>	<b>307 909</b>

5. Passage du résultat net combiné au résultat budgétaire

en euros	2019	2018
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>8 889 300</b>	<b>5 465 414</b>
Reprise excédents antérieurs	1 536 157	1 877 481
Reprise déficits antérieurs	-247 928	-12 993
Neutralisation des congés à payer	179 504	982 428
Neutralisation des provisions sur exercices antérieurs		63 837
Divers positifs	671 545	227 535
Divers négatifs		-169
<b>RESULTAT BUDGETAIRE</b>	<b>11 028 578</b>	<b>8 603 534</b>



## C. AUTRES INFORMATIONS

### 1. Effectifs

#### ✓ Salariés

	2019				2018	
	Cadres	Agents de maîtrise	Employés	Ouvriers	TOTAL	TOTAL
SERVICES GENERAUX	3	1	86	464	554	473
ADMINISTRATIF	121	108	146		375	349
EDUCATIF ET PEDAGOGIQUE	96	531	780	3	1 410	1 214
MEDICAL ET PARAMEDICAL	157	137	37	1	332	324
<b>TOTAL</b>	<b>377</b>	<b>777</b>	<b>1 049</b>	<b>468</b>	<b>2 671</b>	<b>2 360</b>

#### ✓ Mis à disposition

Le Ministère de l'Education Nationale met à la disposition de l'ALEFPA 100 personnels, dont 2 directeurs et 98 enseignants.

### 2. Engagements hors bilan (en euros)

engagements reçus		engagements donnés	
	Montant		Montant
. Contre-garanties	4 869 212	. Hypothèques	14 806 940
. Cautionnements	17 207 387	. Promesses d'hypothèques	468 038
		. Mise en gage/nantissements d'actifs	12 460 752
		. Lettre d'engagement	300 000
		. Cautionnements	4 502 000
<b>TOTAL</b>	<b>22 076 599</b>	<b>TOTAL</b>	<b>32 537 730</b>

### 3. Compte Emplois-Ressources simplifié

En 2019, il n'a été procédé à aucune campagne nationale d'appel aux dons.  
Il ne demeurait, au terme de l'exercice précédent, aucun reliquat de campagnes précédentes.



#### 4. Tableau des filiales et participations

En euros	Informations financières					
	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par l'association et non encore remboursés
				Brute	Nette	
<b>SASU ALEFPA ATELIERS</b>	200 000	-583 812	100%	200 000	0	564 456
SIREN : 821933843						
Siège social : 31 avenue Joliot Curie 64140 LONS						
<b>GCS POLE PEDIATRIQUE DE CERDAGNE</b>	790	0	98,7%	780	780	7 921 497
SIREN : 815347950						
Siège social : 2 avenue du carlit 66340 OSSEJA						

En euros	Informations financières			
	Montant des cautions et avais donnés par l'association	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par l'association au cours de l'exercice
<b>SASU ALEFPA ATELIERS</b>	1 242 000	806 257	NC	0
SIREN : 821933843				
Siège social : 31 avenue Joliot Curie 64140 LONS				
<b>GCS POLE PEDIATRIQUE DE CERDAGNE</b>	0	0	0	N/A
SIREN : 815347950				
Siège social : 2 avenue du carlit 66340 OSSEJA				

#### 5. Rémunération des dirigeants (Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006)

La rémunération brute globalisée des trois plus hauts cadres dirigeants de l'association s'est élevée à 395 477 € pour l'exercice 2019.



## 6. Détails du résultat comptable : information sectorielle et géographique

### ✓ Contribution des régions au résultat comptable – Tous secteurs

<i>en euros</i>	2019	2018	Variation
AUVERGNE RHONE ALPES	198 678	322 961	-124 284
BOURGOGNE FRANCHE COMTE	-300 139	24 858	-324 998
GRAND EST	107 921	125 729	-17 808
GUADELOUPE	1 443 832	1 361 746	82 086
HAUTS DE FRANCE	2 646 130	1 716 783	929 348
ILE DE FRANCE	-111 456	195 470	-306 925
MARTINIQUE	5 811	57 399	-51 587
NORMANDIE	-30 919	-12 472	-18 447
NOUVELLE AQUITAINE	1 408 426	490 047	918 379
OCCITANIE	2 093 091	1 281 036	812 056
PAYS DE LA LOIRE	-33 860	-50 786	16 926
REUNION	1 461 784	-47 356	1 509 140
<b>TOTAL</b>	<b>8 889 300</b>	<b>5 465 414</b>	<b>3 423 885</b>

### ✓ Contribution des régions au résultat comptable – Secteur encadré

<i>en euros</i>	2019	2018	Variation
AUVERGNE RHONE ALPES	198 678	322 961	-124 284
BOURGOGNE FRANCHE COMTE	-300 139	24 858	-324 998
GRAND EST	107 921	125 729	-17 808
GUADELOUPE	1 241 324	1 101 517	139 807
HAUTS DE FRANCE	2 855 793	1 975 610	880 182
ILE DE FRANCE	-111 456	195 470	-306 925
MARTINIQUE	5 811	57 399	-51 587
NORMANDIE	-23 015	-5 662	-17 353
NOUVELLE AQUITAINE	1 269 735	392 789	876 946
OCCITANIE	2 033 668	1 236 468	797 200
PAYS DE LA LOIRE	-33 860	-50 786	16 926
REUNION	1 052 859	-218 848	1 271 707
<b>TOTAL</b>	<b>8 297 317</b>	<b>5 157 505</b>	<b>3 139 813</b>
<i>dont secteur Sanitaire</i>	<i>1 864 673</i>	<i>1 157 377</i>	<i>707 296</i>
<i>dont secteur Social et Médico-social</i>	<i>6 432 644</i>	<i>4 000 128</i>	<i>2 432 517</i>



✓ Contribution des régions au résultat comptable – Secteur non encadré

<i>en euros</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>	<i>Variation</i>
GUADELOUPE	202 508	260 229	-57 721
HAUTS DE FRANCE	-209 662	-258 828	49 165
NORMANDIE	-7 903	-6 809	-1 094
NOUVELLE AQUITAINE	138 691	97 258	41 433
OCCITANIE	59 424	44 568	14 856
REUNION	408 925	171 492	237 433
<b>TOTAL</b>	<b>591 982</b>	<b>307 909</b>	<b>284 074</b>
<i>dont Gestion commerciale des ESAT</i>	<i>801 645</i>	<i>566 738</i>	<i>234 907</i>

